

Le nom du nouveau parti c'est le « Parti Ouvrier et Paysan ».

Ce nom est tout un programme. Un programme électoral, naturellement. Car il prend visiblement son inspiration dans le « Bloc Ouvrier et Paysan », pseudonyme électoral, contestable d'ailleurs, du Parti Communiste.

Transposée en nom de parti, l'appellation marque la confusion la plus cocasse. « Parti Ouvrier et Paysan » ? Mais comment sera-t-il à la fois l'un et l'autre ? Quelle sera la politique de cette organisation bi-partite ? Peut-être cette préoccupation est-elle située au delà des desseins des fondateurs du nouveau parti, peut-être ne se proposent-ils pas d'avoir une politique, mais simplement une étiquette électoral, toutefois, qu'ils le veulent ou non, leur Parti, s'il a une base sociale, aura une politique. Quelle base sociale ? Ouvrière ? Paysanne ? Quelle politique ? Il faut choisir.

Nous connaissons d'avance la réponse qu'on nous opposera : « Ce sera le Parti de tous les exploités, de tous les opprimés, aussi bien paysans qu'ouvriers ! Nous ne faisons aucune différence entre ceux qu'exploite le capitalisme. Les paysans ne sont-ils pas aussi intéressés que les ouvriers ? » Il faut s'excuser, plus de dix ans après la fondation de l'Internationale Communiste, de devoir répéter à des banalités spéculées de cet ordre, mais on doit couvrir court à ces prétendus arguments qui sont les seuls que les Six puissent tenir en réserve. Faisons-le donc brièvement, au risque de nous faire traiter de « théoriciens » par ces « lutteurs »...

Un parti bi-partite est un non-sens. On ne peut pas faire à la fois la politique de deux classes, la politique de tout le monde. Si l'on veut faire la politique qui mène au socialisme par la Révolution, on ne peut s'appuyer que sur la seule classe révolutionnaire, le prolétariat. Pour qu'on ne dise pas les paysans qui subissent également le joug capitaliste ? Parce que les ouvriers sont placés par la production capitaliste elle-même dans des conditions sociales telles qu'ils sont seuls aptes, en tant que classe, à renverser le capitalisme et à instaurer la Société sans classes : c'est cette aptitude spéciale, révélée par les travaux de Marx sur le matérialisme historique, que l'on appelle la mission historique du prolétariat. La question n'est pas de savoir si les ouvriers sont plus « intéressés » que les paysans ou plus exploités, la seule question c'est qu'ils sont seuls à même de réaliser la Révolution, d'en être l'élément actif essentiel. Cette révolution, en supprimant les classes, amènera la libération de tous les exploités, de toutes les victimes du capitalisme, aussi bien des paysans que des autres : les paysans, en effet, ne trouveront la voie de leur libération que sous l'étendard prolétarien. C'est dire qu'une politique révolutionnaire ne peut s'appuyer que sur la classe révolutionnaire des ouvriers et qu'un prétendu « Parti Ouvrier et Paysan » ne reflète que l'incohérence, l'absence de principes et les visées électorales de ses fondateurs. Le jeu entre deux solles, rongé de contradictions, est appelé à s'effondrer dans l'opportunisme le plus plat.

L'idée n'est pas neuve. Elle appartient en propre à Staline, créateur, lui aussi, de Partis ouvriers et paysans. Elle a déjà montré en Chine et aux Indes sa maladresse. Ici, les Six s'embarquent dans la même galère, affirmant ainsi, malgré leur rébellion, la continuité de leur solidarité « idéologique » avec ceux qui les ont chassés de l'Appareil il y a quelques semaines.

Staline, l'homme des partis ouvriers et paysans bipartites, est un précurseur dans le domaine du « no man's land » : Les Six, au lieu de polémiquer contre lui, devraient lui rendre cette justice tandis qu'ils dénoncent leur parti « Parti Ouvrier et Paysan ».

Quant aux ouvriers révolutionnaires qui se sont laissés prendre au malentendu, ils s'apercevront bientôt de leur erreur.

M. P.

Doriot chez les Cheminots

Il faut reparler du meeting organisé en décembre à la Bourse de Travail par la Fédération Unitaire des Cheminots, et qu'une semaine durant, à grands renforts de publicité, l'Humanité avait annoncé. Rien n'avait été négligé pour en assurer le succès : appels quotidiens en manchette, mise en vedette de Doriot comme orateur. La présence d'un élu du Parti, ne pouvait surprendre quiconque connaît l'intérêt que porte, depuis quelque temps, le P.C. aux cheminots, à amener à reddition les incorrigibles de la minorité fédérale. Rien d'autre ne le désignait pour prendre la parole et interpréter la pensée des cheminots. Son intervention à la Chambre sur nos revendications ? Allons donc ! Les Cheminots n'ont pas deux de leurs au Parlement : alors, pourquoi pas Mourer, syndicaliste notoire sur le réseau alsacien-lorrain et parlementaire également ? Mais il n'est plus dans... la ligne, dit-on. Pourquoi pas Desobry, si vous ne voulez pas blesser Orthodoxie ? Aussi, malgré tous les appels retentissants et la présence assurée d'un maître-démagogue, les Cheminots n'ont pas montré l'empressement que nous avons connu il y a deux ou trois ans dans d'autres circonstances. L'Humanité peu loquace dans son compte-rendu du lendemain sur la tenue de ce meeting, laisse percer une certaine déception en disant que la salle se remplissait au fur et à mesure que Doriot parlait. Aucun chiffre, même approximatif, sur l'affluence constatée à ce meeting : c'est plus prudent, et cela ne compromet pas la radicalisation chez les Cheminots !

LA VIE SYNDICALE

Après le dernier C. N. de la C. G. T. U.

Il faut beaucoup de bonne volonté pour reconnaître quelque allure au dernier C.N. de notre C.G.T.U. Si nous examinons ses décisions pratiques, relatives à l'augmentation de la cotisation et au problème des assurances sociales, nous dirons clairement qu'elles sont des solutions de paresse, toujours dans la tradition de la politique du chien crevé, allant fatalement dans le sens du courant. Mais, malgré les conséquences redoutables de ces choses (nous y reviendrons plus loin), la question capitale n'est pas là. Méditez plutôt sur ces deux citations.

« Ce qu'il faut, c'est lier intimement la lutte contre la bourgeoisie à la lutte contre la minorité confédérale » (Humanité 15 décembre, paroles de Claveri, délégué du Bureau Confédéral au C.C.N.) et encore : « Les leaders de la minorité, que leur activité réformiste place à l'abri de la répression et sous la protection des lois bourgeoises, s'associent (!?) aux coups portés par la bourgeoisie aux seuls militants et sympathisants du P. C. et de la majorité confédérale » (Résolution du C.C.N. Humanité, 18 décembre).

Ainsi, minoritaires de tout poil, dockers de Dunkerque et de Rouen, gueules noires de Saint-Etienne, mitrons et T.C.R.P. de la capitale, instituteurs révolutionnaires d'un peu partout, vous voilà fixés ! Vous des militants ouvriers, soucieux de la santé et de la bonne marche de vos syndicats, vous les combattants admirables de grèves pas si lointaines encore, allons donc ! L'Humanité vous le crie à 180.000 exemplaires, vous êtes devenus les associés de Tardieu, vous pevez maintenant sur la porte des prisons où sont les communistes pour la mieux fermer, et, inexorablement, vous méritez d'être traités comme tels. Certes, nous sommes des hommes de parti, ici, mais notre parti c'est surtout la classe ouvrière, son intérêt sacré de seule classe révolutionnaire, et nous ne tomberons jamais par haine de tendance à des proclamations à la Tartarin communiste d'un Claveri (ce sous-produit du Bureau Confédéral). Et, c'est aussi avec le sens de la mesure que nous dénonçons aux prolétaires français toute la venimeuse et stérile du factum du C.C.N.

De bons camarades chuchotent « Attention ! Cette littérature au vitriol va mordre sur la conscience ouvrière ». Non ! répondons-nous. C'est trop bête, trop lâche, trop facile. Il faut davantage que ce travail grossier pour démolir la minorité. Nous pensons même que c'est l'excès d'intrus qui perdra les bureaucrates majoritaires. A une condition essentielle cependant : c'est que la minorité redonne un sens exact à la lutte syndicale : offensives pour des avantages immédiats, et non « pour la préparation à la lutte pour la prise du pouvoir » (style Monmousseau, Vie Ouvrière du 20 décembre),

ALBERT LEMIRE.

Parti et Syndicats aux Etats-Unis

Un Congrès du Syndicat des mineurs de l'Illinois vient de se tenir aux Etats-Unis, à Belleville, qui illustre admirablement l'action désorganisée du Parti dans les syndicats et qui montre le synchronisme de cette action dans les différentes sections de l'Internationale.

Lorsque j'entrai dans la salle du Congrès, dit un camarade de l'Opposition qui y participa, j'eus tout d'abord l'impression d'assister à Chicago ou à New-York, à une réunion du Parti. Les deux premiers jours furent consacrés aux discours des leaders communistes. Les délégués des mineurs de l'Illinois qui sont en pleine bataille, attendaient avec impatience que ce flot de paroles creuses eût cessé de couler. Ensuite, l'un des dirigeants du Parti vint nous lire la liste des noms qui avaient été choisis pour former les diverses Commissions. Lorsqu'il eut fini de lire la désignation de la Commission des revendications et des salaires, je proposai un nom, celui de John Watt. Immédiatement, nos Staliniens de protester, et les nouveaux discours, les résolutions orthodoxes de pleuvir sur le Congrès. Jusqu'à l'heure, aucun des militants du « rank and file » n'avait été admis à la tribune. Le camarade Watt finit cependant par pouvoir parler. Ses premières paroles firent pour déclarer que le Congrès ne s'était pas réuni pour entendre des discours de meeting, mais bien pour élaborer un programme d'action. Avec des chiffres et des faits, il indiqua la tactique à suivre dans la lutte contre le patronat et critiqua la Direction du Parti communiste dont la principale besogne consiste à isoler les ouvriers syndiqués qui ne sont pas membres du Parti et à les empêcher de travailler parmi les mineurs.

Après l'intervention de ce camarade, un certain nombre d'officiels prirent la parole pour le combattre et leur propre panégyrique. Je demandai à intervenir, mais à ce moment, les Staliniens firent voter une résolution adoptée par 67 voix contre 30, déclarant la discussion close.

Une vingtaine de délégués se levèrent alors, et quittèrent la salle en

signe de protestation. J'essayai de les rejoindre, j'insistai auprès d'eux, leur priant de rester jusqu'à la fin du Congrès : « Nous n'avons plus rien à faire ici », me dirent-ils.

Lorsque je retournai dans la salle du Congrès, un « pur » était en train de faire voter une résolution priant Watt de cesser toute activité parmi les mineurs de l'Illinois ; malgré tous mes efforts et la motion que je déposai, la résolution fut adoptée. Aussitôt après le vote, neuf autres délégués quittèrent à nouveau le Congrès.

Avec quelques camarades, nous louâmes alors une chambre, et nous invitâmes tous les délégués qui avaient quitté le Congrès, à venir s'y réunir.

J'invitai également Foster à venir à notre meeting où les délégués protestèrent violemment contre l'étonnement de la discussion dans le Congrès, contre les attaques injustifiées envers Watt, contre les méthodes d'intimidation employées par le Parti à l'égard des non-communistes, et contre la politique de secte poursuivie par le Parti, politique qui empêche le Syndicat des mineurs de l'Illinois de devenir une organisation de masse.

Après le départ de Foster, qui se contenta de bonnes paroles et de vaines objurgations, les 30 délégués présents prirent la décision de lutter pour l'organisation des mineurs au sein du Syndicat de l'Illinois, de protester contre l'action entreprise contre le camarade Watt, et d'organiser une conférence générale des mineurs du district de Staunton.

La leçon qui se dégage de l'exposé de ce camarade, c'est l'identité des méthodes employées partout par les bureaucrates communistes, l'identité des fautes commises par eux dans l'action syndicale. Enregistrons et saluons la formation d'une minorité syndicale décidée, minorité assez forte puisque les délégués « en révolte », nous dit ce camarade, représentent la région la plus dense et la plus concentrée et la moitié des effectifs du Syndicat des mineurs de l'Illinois tout entier.

Au Congrès du Textile Piteuse assemblée

On ne peut pas qualifier de Congrès les assises de la Fédération du textile, par son genre de travail, par sa composition ; tout au plus, on peut dire : une conférence d'information pour jeunes communistes. A l'exception des fonctionnaires syndicaux ayant reçu leur brevet de bolchevisation, on ne découvre pas un militant connu, pas un ancien, toutes jeunes têtes qui auraient été bien embaissées pour revendiquer plusieurs années de syndicat, tous aspirants venant écouter dévotement leurs professeurs en révolution.

Comme tous les Congrès bolchevisés, le travail était réglé comme papier à musique, mais les interventions préparées en fraction dénotent une pauvreté déconcertante, la comédie est mal jouée, les désaccords apparaissent, les manœuvres contre la minorité sont cousues de fil blanc ; si les metteurs en scène ont de l'aplomb, les acteurs manquent, c'est une mauvaise répétition générale.

C'est une constatation pénible qui a été relevée par les deux minoritaires, le camarade Thievers et moi-même. Cette situation n'alarme pas les dirigeants de la Fédération, au contraire, car pour eux cela prouve le rajeunissement des cadres et la qualité supplée à la quantité ; c'est peut-être une excuse, mais ce n'est sûrement pas un argument pour des partisans du syndicalisme de masse.

Le rapport d'activité marque 137 grèves avec environ 160.000 grévistes, il affirme que les mots d'ordre de la Fédération ont été compris : « est le recrutement en conséquence ? Dans la résolution sur le rapport d'activité ou tape sur la minorité, dans le développement du rapport, on daube sur Thievers, mais tout de même, les minoritaires n'ont pas conduit toutes les grèves, alors pourquoi n'a-t-on pas cherché au Congrès les raisons pour lesquelles les masses qui sont radicalisées, qui comprennent les mots d'ordre, qui, aux dires de Simonin ont compris depuis longtemps le rôle dirigeant du Parti Communiste, pourquoi ces masses du textile sortent des usines à 160.000 ne sont entrées au syndicat qu'au nombre de 6.000 ? On ne perd pas son temps à nos problèmes aussi ardu, c'est plus facile d'accuser des militants de tous les crimes pour couvrir son incapacité.

Cependant toute la question est là : Pourquoi les masses, non seulement ne viennent pas, mais se détachent de l'organisation syndicale ? Au Congrès, on a fait de beaux rapports, on a établi des plans de travail, on a mis debout des méthodes d'organisation, on a voté des résolutions approuvant ces différentes solutions, mais quand viendra l'application, ce sera une autre histoire, les difficultés surgissent, les résultats seront nuls parce que nos jeunes aspirants ne veulent pas être des opportunistes seront des brise-tout, ils voudront chasser comme on le leur a conseillé les vieux militants expérimentés ; voulant appliquer à la lettre les mots d'ordre du Parti Communiste, ne voulant rien comprendre, ni rien entendre. Ce n'est pas sans amertume que nous minoritaires, nous regardons l'avenir.

Une constatation qui s'impose c'est les résultats négatifs de la fusion entre le textile et le vêtement, on peut dire que cette fusion a été le coup mortel porté à l'organisation du vêtement. Les militants du vêtement sont venus eux-mêmes se plaindre d'être considérés comme des parents pauvres ; Bell-gue a essayé de relever le gant, mais il a été remis en place par Ruchon qui tout de même s'inquiète de la situation de sa corporation. Jusqu'aux casquetteurs à qui on a fait faire la scission en 1927, qui sont venus se plaindre du bureau fédéral. Ça sonne mal, malgré le ton donné par la majorité, nous aurons peut-être des surprises avant le prochain Congrès et le gros manitou de la Fédération, le plus ardent pourchasseur des minoritaires trouvera peut-être son maître parmi ceux qui l'entourent.

La minorité est intervenue sur le rapport moral par la bouche de Thievers, je suis intervenue sur le programme revendicatif. Ayant donné notre point de vue sur la rationalisation, sur les salaires, la journée de 7 heures, les assurances sociales, j'étais toute disposée à voter la résolution présentée, celle-ci ne contenant aucune attaque contre la minorité, ceci pour démontrer notre volonté de travail, malgré les tendances ; mais Richetta ne l'entendait pas ainsi et ne voulant pas se compromettre présentait une autre résolution en complément de la première, nous obligeant à nous abstenir. De cette façon l'honneur bolchevick de Richetta est sauf.

Richetta veut à tout prix que nous descendions la pente, il nous précipite lui-même hors des organisations révolutionnaires, nous n'allons pas assez vite à son gré... Patience, mon vieux, malgré vos attaques perfides, nous sommes encore sur la brèche, vous perdez votre temps, vous serez à bout de souffle avant que vos désirs ne deviennent des réalités !

GERMAINE GOUJON

Au Congrès des Métaux

L'Humanité a l'habitude de compter rendus fantaisistes ; pour celui-ci comme pour tous les autres, elle informe ses lecteurs suivant les besoins de sa mauvaise cause. Devant cette carence il nous appartient à nous, Opposition, de remettre les choses au point.

A ce congrès, deux questions à l'ordre du jour : 1° le relèvement de la cotisation ; 2° le congrès de l'automobile. Après l'intervention du camarade Manguin (secrétaire du Syndicat) appuyant la nécessité indispensable de l'augmentation de la cotisation, vu l'impossibilité pour eux de pouvoir comprimer les dépenses, une seule solution s'impose : l'augmentation. Ce fut un jeu d'enfant pour l'un de nos camarades de la minorité, d'faire remarquer que la question de finances de notre organisation était intimement liée à celle des effectifs ; il prouva par les chiffres suivants : en 1926, 5.208 cotisations mensuelles en 1927, 4.442

en 1928, 3.200

que, d'année en année, le nombre de cotisants diminuait et que c'était le véritable mal dont souffrait notre syndicat ; non seulement il ne recrutait pas, mais il se trouve dans l'incapacité de pouvoir retenir les ouvriers. Il établit d'autre part que le syndicat possédait un appareil disproportionné par rapport à ses effectifs (cet appareil englobait, en effet, la presque totalité des cotisations, celles-ci étant de 99.750 fr. annuellement pour 98.400 fr. d'économies de permanents, sans compter leurs frais), qu'une politique d'économies était possible, qu'il fallait envisager sur tous les terrains, y compris les subventions à l'Humanité. Il fit les propositions suivantes : 1° Création d'une commission de propagande centrale, comprenant les meilleurs militants de l'organisation, sans distinction de tendance ; 2° création d'une commission de propagande locale, animée du même esprit ; cela pour pouvoir diminuer l'appareil ; 3° établissement d'une carte de solidarité facultative, pour le relèvement des finances de notre organisation ; carte qui serait vendue aux syndiqués et aux non syndiqués pour pallier aux difficultés financières de notre syndicat. Il conclut en rejetant du point de vue tactique l'augmentation de la cotisation. Inutile de dire qu'aucune de ces solutions pratiques ne fut retenue !

Différents camarades des sections syndicales sont intervenus pour marquer leur point de vue dans un sens ou dans un autre ; mais, ce qui est à remarquer, c'est que pas un représentant de grosse usine ne s'est fait entendre ; on nous parle toujours des sections syndicales que l'on possède chez Renault, Citroën, de Dion, Talbot, etc., etc., mais quand vient l'heure d'en faire la démonstration, elles sont volatilisées.

Quant notre camarade Decotignies voulut placer la discussion sur son véritable terrain, c'est-à-dire l'orientation politique de notre organisation, au nom de la « démocratie syndicale » il lui fut interdit de continuer ; mais ce qui fut un comble, c'est que Croizat, secrétaire fédéral, fit la déclaration suivante en abordant la tribune : « Le problème du relèvement de la cotisation est intimement lié à la ligne politique de la C.G.T.U. » Ce que l'on permettait à l'un, on l'interdisait à l'autre camarade, parce que minoritaire ; voilà ce que nos néo-bolcheviks appellent la logique !

Devant nos propositions de lutte en commun contre le patronat, Croizat fit, une fois de plus, la preuve de l'esprit de scission qui les anime, en affirmant que la minorité était le prolongement de la bourgeoisie dans les rangs de la C.G.T.U., et qu'avec elle il n'y avait pas de travail possible.

Voyons maintenant la représentation de ce congrès. A celui du 22 Juin 1929, on nous indiquait que notre Syndicat était composé de 143 sections syndicales ; à ce dernier congrès, 60 sections syndicales seulement étaient représentées. De ce nombre, quatre sections se sont prononcées contre l'augmentation, sept pour avec réserves ; mais quelle est l'opinion des 83 sections non représentées, si elles existent toujours ?

L'un des plus qualifiés (!) de nos secrétaires rapporta sur le congrès de l'automobile ; je ferai grâce d'un tel exposé ; ce fut un de ces discours desquels on ne peut absolument rien tirer ; il suffira de dire qu'à l'exception d'un seul camarade, aucun des délégués assistant à ce congrès ne crut bon d'intervenir après cette diatribe. En général, on peut affirmer sans se tromper que ce congrès, une fois de plus, apparut nettement comme une tête sans corps, comme un état-major sans cadres et sans troupes. Et voilà où conduisent les méthodes des stratèges de la subordination du mouvement syndical...

MARCEL ROY

Pour paraître prochainement : L'An I de la Révolution Russe par VICTOR SERGE Un volume de 500 pages Prix de souscription : 15 fr.

Le Révêlateur de la Douleur par ALBERT THIERRY Un volume de 450 pages Prix de souscription : 15 fr.

LIBRAIRIE DU TRAVAIL 17, rue de Sambre-et-Meuse PARIS (10^e)

Les Bonnes Ames

Le « Groupe des Industries Métallurgiques, Mécaniques et Connexes de la Région Parisienne », dont le siège est au 106, rue Lauriston, sous la dépendance directe du connu et combattu « Comité des Forges », vient d'envoyer à ses adhérents, c'est-à-dire aux patrons de l'industrie mécanique de la Région parisienne, une circulaire pleine de saveur.

Cette circulaire s'appelle : « Note sur la subsistance du personnel ouvrier et employé pour le repas de midi ». Elle traite principalement des conditions dans lesquelles les industriels doivent organiser les réfectoires mis à la disposition du personnel pour le repas de midi pris à l'usine et comporte quelques photos à titre d'exemples d'installations.

L'avertissement, sorte de préface qui accompagne cette circulaire, vaut la peine d'être cité, tout au moins en partie. On y lit : « L'étude à laquelle nous nous sommes livrés fait ressortir, de la façon la plus nette, l'importance et l'opportunité, dans les conditions du travail de la Région parisienne, de l'organisation d'un service du repas de midi. Les « Etablissements qui sont entrés dans la voie des réalisations sont unanimes à souligner très formellement le succès rencontré par cette institution, l'étendue du service qu'elle rend au personnel et, par voie de conséquence, la valeur qu'elle présente au point de vue du rendement du travail et de la stabilité de la main-d'œuvre. » (C'est nous qui soulignons.)

La chose est donc dite sans équivoque : les industriels doivent se préoccuper d'organiser les repas de midi pour leur personnel afin de chercher à augmenter le rendement du travail et la stabilité de la main-d'œuvre. Nous sommes, en effet, à une époque de concurrence telle entre les entreprises qu'aucun facteur susceptible d'abaisser les prix de revient ne peut être négligé. Or, le rendement du travail et la stabilité de la main-d'œuvre sont justement des facteurs importants du prix de revient. Il est donc logique que les industriels s'intéressent au repas de midi de leur personnel...

Evidemment, c'est une triste ironie de voir un magnat industriel quelconque s'enquérir si ses « esclaves » prennent leur repas de midi dans des conditions de nature à ne pas diminuer le rendement du travail. Une seule chose est sacrée en régime capitaliste : le profit, et, naturellement, tout ce qui favorise le profit est bon, et tout ce qui lui nuit est mauvais. Le gros industriel qui s'assure si ses « esclaves » prennent leur repas de midi assez confortablement pour ne pas diminuer leur rendement, ressemble comme un frère à un éleveur quelconque s'assurant que ses cochons sont suffisamment bien nourris et bien soignés pour lui donner de bons jambons ou de la bonne chair à saucisses. Il n'y a pas de différence essentielle entre cet industriel « philanthrope » et cet éleveur. Tous deux s'inquiètent du rendement de leur « matériel ». On sait, d'ailleurs, qu'en temps de guerre, les soldats ne sont que du « matériel humain ». Dans les usines les ouvriers ne sont aussi que du « matériel humain » et il faut assurer à ce matériel un bon rendement pour obtenir des profits élevés.

La même circulaire voit même plus loin. L'avertissement déjà cité débute par ces lignes : « Il n'est question, dans cet exposé, que du problème du repas de midi du personnel. Le problème du ravitaillement de la famille (par voie de mise en commun des commandes que l'ouvrier emporte chez lui), doit être considéré comme différent, et nous l'excluons, provisoirement, de nos préoccupations. Il est d'ailleurs logique de le considérer comme se posant à la suite de celui que nous étudions, le service du ravitaillement de la famille apparaissant comme le développement et le perfectionnement du service de subsistance de l'ouvrier. »

Les bonnes âmes que ces patrons « philanthropes » ! Ils s'intéressent non seulement à la bonne nourriture de leurs ouvriers (en d'autres termes au bon fonctionnement de leur matériel humain), mais encore à la bonne nourriture de la famille de leurs esclaves, à seule fin, bien entendu, d'assurer la bonne conservation, le meilleur rendement et le recrutement facile du dit matériel humain. De la même façon, l'éleveur s'intéresse non seulement à ses cochons, mais encore aux petits de ses cochons et aux conditions générales dans lesquelles vivent les familles de ses gorettes.

Il y a là un aspect de la rationalisation qu'on ne saurait négliger et sur lequel on a insuffisamment jusqu'ici attiré l'attention des ouvriers. La rationalisation ne se cantonne pas dans l'usine. Elle suit l'ouvrier hors de l'atelier, pas à pas, jusque dans son foyer et dans les diverses activités de sa vie privée. Or, ces formes de la rationalisation sont d'autant plus dangereuses, qu'elles sont plus insidieuses, plus hypocrites, et qu'elles prennent un aspect plus « philanthropique ». Il n'en est que plus utile, plus indispensable même, de dénoncer ces formes de la rationalisation devant les ouvriers.

A. Z.